







Rapport d'expertise :

Changement environnemental, conflits et migrations humaines dans le bassin méditerranéen

Synthèse

par MedECC

Mediterranean Experts on Climate and environmental Change

RÉSEAU MÉDITERRANÉEN D'EXPERTS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Copyright © Mediterranean Experts on Climate and environmental Change (MedECC), 2026
ISBN : 978-2-493662-27-9 doi : 10.5281/zenodo.20025142

La présente publication peut être reproduite en tout ou partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Le Secrétariat du MedECC serait reconnaissant de recevoir un exemplaire de toutes les publications ayant utilisé la présente publication comme source. Une version en ligne de cet ouvrage est disponible sur www.medecc.org, qui permet la réutilisation, la distribution et la reproduction sur tout support à des fins non commerciales, sous réserve que l'œuvre originale soit dûment citée. La présente publication ne doit en aucun cas être utilisée à des fins de revente ou commerciales sans l'autorisation écrite préalable du Secrétariat du MedECC. Toutes les versions de ce travail peuvent contenir du contenu issu de tiers et reproduit sous licence. L'autorisation de reproduire le contenu de ces tiers doit être obtenue directement auprès d'eux.

Notice légale

Les informations et les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et autrices et ne peuvent en aucun cas être interprétées comme étant la position officielle des institutions qui les soutiennent, y compris le PNUE/MAP. Ni les institutions partenaires, ni les organisations auxquelles les auteurs et autrices sont affiliés, ni aucune personne agissant au nom de ces dernières ne peuvent être tenues pour responsables de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans le présent document.
Les désignations utilisées et la présentation du document n'impliquent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part du MedECC et des institutions qui le soutiennent concernant le statut légal d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Citation préférée

MedECC, 2026 : Synthèse [Lange, M.A. ; Majdalani, R. ; Cramer, W. ; Guiot, J. ; Djoundourian, S., Lionello, P., Gattacceca, J.C., Marini, K. (eds.)]. Publié dans : *Changement environnemental, conflits et migration humaine dans le bassin méditerranéen.* [Lange, M.A. ; Majdalani, R. ; Cramer, W. ; Guiot, J. ; Djoundourian, S., Lionello, P., Gattacceca, J.C., Marini, K. (eds.)]. Secrétariat du MedECC, Marseille, France. pp. 21-41. doi : 10.5281/zenodo.20025142

Équipe éditoriale

Manfred A. LANGE *(Chypre),* **Roula MAJDALANI** *(Liban),* **Wolfgang CRAMER** *(France),* **Joël GUIOT** *(France),*
Salpie DJOUNDOURIAN *(Liban),* **Piero LIONELLO** *(Italie),* **Julie C. GATTACCECA** *(France),* **Katarzyna MARINI** *(France)*

Conception de la couverture et mise en page : **Zen-Studio** *(Marseille)*
Traduction : **Connected Language Services**
Crédits photos : **Adobe Stock Photos**

Institutions support :

www.medecc.org
contact@medecc.org



Rapport d'expertise : Changement environnemental, conflits et migrations humaines dans le bassin méditerranéen

Synthèse

Auteurs et autrices

Manfred A. LANGE *(Chypre)*, **Roula MAJDALANI** *(Liban)*,
Eda ACARA *(Turquie)*, **Audrey BROUILLET** *(France)*,
Çağdaş DEDEOĞLU *(Canada)*, **Andrea DESSÌ** *(Italie)*,
Roman HOFFMANN *(Autriche/Allemagne)*, **Vally KOUBI** *(Suisse/Grèce)*,
Lena REIMANN *(Pays-Bas)*, **Jürgen SCHEFFRAN** *(Allemagne)*,
Ourania TZORAKI *(Grèce)*, **Jan WILKENS** *(Allemagne)*

Équipe éditoriale

Manfred A. LANGE *(Chypre)*, **Roula MAJDALANI** *(Liban)*,
Wolfgang CRAMER *(France)*, **Joël GUIOT** *(France)*,
Salpie DJOUNDOURIAN *(Liban)*, **Piero LIONELLO** *(Italie)*,
Julie GATTACCECA *(France)*, **Katarzyna MARINI** *(France)*

Ce document doit être cité comme suit :
MedECC, 2026 : Synthèse [Lange, M.A., Majdalani, R., Cramer, W. ; Guiot, J., Djoundourian, S., Lionello, P., Gattacceca, J.C., Marini, K. (eds.)]. Publié dans : *Changement environnemental, conflits et migration humaine dans le bassin méditerranéen.* [Lange, M.A., Majdalani, R., Cramer, W., Guiot, J., Djoundourian, S., Lionello, P., Gattacceca, J.C., Marini, K. (eds.)]. Rapports MedECC. Secrétariat du MedECC, Marseille, France, pp. 21-41, doi : 10.5281/zenodo.20025142



Table des matières

Préface 6

Faits marquants 9

A. Introduction 14

B. Les différents facteurs et leurs impacts sur les migrations 16

C. Données de base sur les migrations 20

D. Connexion entre changement environnemental, migration et conflits 22

E. Lacunes dans les connaissances et perspectives 27

Liste des figures

ES1 Liens entre le changement climatique et les changements socio-économiques et leurs conséquences pour les différents secteurs 18

ES2 Nombre de franchissements irréguliers des frontières par les migrants en 2024 via les itinéraires de la Méditerranée occidentale, centrale et orientale, et autres mouvements migratoires européens 21

ES3 Représentation schématique du cadre conceptuel montrant les « moteurs » de la migration et l'influence du changement environnemental 22

ES4 Diagramme conceptuel illustrant le « cercle vicieux » qui enferme les sociétés touchées dans une structure impliquant violence, vulnérabilité et impacts du changement environnemental 25

Préface

Le réseau méditerranéen des experts sur le changement climatique et environnemental (*Mediterranean Experts on Climate and environmental Change,* MedECC) est un réseau ouvert et indépendant de scientifiques fondé en 2015, qui se focalise spécifiquement sur les changements climatiques et environnementaux dans la région méditerranéenne. L'objectif du MedECC est de fournir aux responsables politiques, parties prenantes, citoyens et citoyennes, des évaluations des connaissances scientifiques disponibles sur les changements climatiques et environnementaux en incluant les risques associés et les aspects sociaux. Les rapports du MedECC visent à maintenir la neutralité en matière de politique et à traiter objectivement les facteurs scientifiques, techniques et socio-économiques pertinents pour l'application des politiques. Ils sont produits à l'intention des responsables politiques et d'un public plus large et sont élaborés sur la base de critères scientifiques uniquement.

Depuis 2015, plus de 300 auteurs et autrices ont contribué aux rapports du MedECC, à titre individuel et sans compensation financière. Les scientifiques du MedECC résident dans 35 pays, dont 19 enregistrés comme parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone) et 23 sont membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Le réseau est dirigé par une équipe de coordination, un comité de pilotage et un comité consultatif. Les opérations sont gérées par le Secrétariat du MedECC, qui est officiellement hébergé par le Plan Bleu, un Centre d'Activités Régionales du Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/PAM) à Marseille, en France, dans le cadre d'un partenariat avec le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Le PNUE/PAM apporte son soutien aux activités du MedECC, qui sont intégrées dans les programmes de travail successifs, le dernier ayant été approuvé lors de la 24e Réunion des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone (COP 24) (Le Caire, Égypte, décembre 2025).

Le MedECC a publié le *Premier rapport d'évaluation sur la Méditerranée (First Mediterranean Assessment Report : MAR1) : Changement climatique et environnemental dans le bassin méditerranéen – Situation actuelle et risques pour le futur,* en novembre 2020. Il comprend un Résumé à l'Intention des Décideurs (RID) qui a été approuvé ligne par ligne lors d'une session plénière à laquelle ont participé des membres représentants des gouvernements des pays méditerranéens en septembre 2020, ce qui en garantit sa pertinence pour les parties prenantes. Le MedECC a reçu le prix Nord-Sud 2020 du Conseil de l'Europe pour ses efforts envers la paix et la démocratie. Le RID a été reconnu comme une contribution importante de la communauté scientifique à l'action climatique et environnementale future dans la région méditerranéenne, comme indiqué dans la déclaration adoptée lors de la deuxième réunion ministérielle sur l'action climatique et environnementale de l'Union pour la Méditerranée (4 octobre 2021, Le Caire, Égypte), et par la 22e Réunion des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone (COP 22, décembre 2021, Antalya, Turquie). Les conclusions du MAR1 ont depuis été largement reconnues et citées dans des documents stratégiques, faisant de ce rapport une référence scientifique majeure pour les politiques climatiques et d'atténuation dans la région méditerranéenne. Le rapport a également établi les bases d'autres livrables et contributions clés pour la région méditerranéenne. Le MedECC a contribué à la coordination du chapitre sur le changement climatique du rapport sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée (RED 2020), publié en 2020 par le Plan Bleu. Des auteurs et autrices du MedECC ont contribué au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC, AR6-WG2) publié en février 2022, via un Chapitre axé spécifiquement sur le bassin méditerranéen, intégrant les aspects régionaux dans l'évaluation globale. En 2024, deux Rapports Spéciaux du MedECC ont été publiés : *Les Risques côtiers liés au climat et à l'environnement en Méditerranée, et Les interactions entre le changement climatique et le nexus Eau - Énergie - Alimentation - Écosystèmes (WEFE) dans le bassin méditerranéen,* dont les Résumés à l'Intention des Décideurs (RID) ont respectivement été approuvés par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone lors de leur 23e Conférence des Parties (COP23, Portorož, 2023, Décision IG.26/13) et de leur 24e Conférence des Parties (COP24, Le Caire, 2025, Décision IG.27/10).

Le présent Rapport d'expertise du MedECC

Cadre du rapport

Le Rapport d'expertise du ***MedECC sur le changement environnemental, les conflits et les migrations humaines dans le bassin méditerranéen*** répond à la décision du Comité de pilotage du MedECC de fournir des informations scientifiques sur des enjeux spécifiques à la Méditerranée identifiées après la publication du MAR1, fondées sur les contributions de scientifiques et de membres représentants des gouvernements. Elle fournit une évaluation de la littérature scientifique, technique et socio-économique sur l'interdépendance et les nombreux liens mutuels et mécanismes de rétroaction entre les changements environnementaux (dont le changement climatique), les conflits et les migrations humaines. Elle s'appuie sur le rapport MAR1 du MedECC, les précédents rapports du GIEC ainsi que d'autres évaluations locales, régionales et nationales pertinentes, et se fonde sur des données provenant de plus de 1 000 publications scientifiques.

Cette analyse examine les liens complexes entre le changement environnemental, les conflits et les migrations humaines dans le bassin méditerranéen. Elle vise à améliorer la compréhension commune des déterminants, des tendances, des schémas et des impacts des migrations et des déplacements humains afin d'appuyer l'élaboration de mesures politiques destinées à réduire au maximum les souffrances humaines, allouer efficacement les ressources et soutenir collectivement la stabilité de la région et le bien-être des populations.

Structure du rapport

Le rapport comprend sept chapitres et un Résumé exécutif, qui présente les principales conclusions sous forme d'énoncés généraux et d'une synthèse de l'ensemble de l'évaluation. Le *Chapitre 1 (Introduction et cadrage)* et le *Chapitre 2 (Cadre géographique et temporel et contexte actuel)* décrivent la méthodologie et le processus, le contexte, l'historique et les principales dimensions de cette évaluation. Le *Chapitre 3 (Menaces associées au changement environnemental sur la vie et les moyens de subsistance des populations)* donne un aperçu des impacts du changement environnemental, y compris des facteurs climatiques et non climatiques, sur une série de secteurs, qui peuvent mettre en danger la vie et les moyens de subsistance des populations et provoquer des conflits et/ou des migrations. Les *Chapitres 4 (Principaux défis en matière de sécurité : conflits et coopération en Méditerranée), 5 (Comprendre le nexus entre l'environnement et les migrations en Méditerranée)* et *6 (Nexus entre les changements environnementaux, les conflits et la migration et les défis inégaux de l'adaptation)* traitent ensuite des modèles de migration contextuels et façonnés par l'interaction entre facteurs de stress environnementaux, socio-économiques et politiques. Ces chapitres centraux visent à approfondir la compréhension de la manière dont les défis environnementaux influencent la dynamique des conflits, les flux migratoires et les stratégies d'adaptation dans la région. Enfin, le *Chapitre 7*



(Lacunes en matière de connaissances et stratégies pour y remédier) s'appuie sur les chapitres précédents et présente une vue d'ensemble des lacunes en matière de connaissances ainsi que quelques pistes pour l'avenir. L'objectif de cette structure est d'offrir une évaluation cohérente des risques et des réponses possibles, afin de guider efficacement les décideurs politiques et les parties prenantes vers une compréhension globale et des réponses politiques adaptées aux défis interconnectés que représentent les changements environnementaux, la sécurité et les migrations dans la région méditerranéenne.

Processus

Ce rapport représente les efforts collaboratifs d'une équipe d'experts et de scientifiques de premier plan, qui ont contribué de leur temps et de leur expertise sans compensation financière. Son élaboration a suivi les principes établis des évaluations scientifiques similaires à ceux appliqués pour MAR1 et par le GIEC, selon un processus ouvert et rigoureux de sélection des auteurs et autrices, d'examen externe par les pairs et de consultation des parties prenantes.

Un appel ouvert à l'auto-nomination d'experts et expertes scientifiques a été lancé en avril 2021. La réunion de cadrage a eu lieu en novembre 2021, au cours de laquelle des experts et expertes et scientifiques ont été consultés, au côté de représentantes et représentants gouvernementaux et de parties prenantes. Le cadre et les grandes lignes du rapport ont été examinés et approuvés par le Comité de pilotage du MedECC. Les auteurs et autrices ont été sélectionnés et approuvés par le Comité de pilotage du MedECC sur la base de leur expertise, de leur représentation géographique et de l'équilibre entre les genres (39 auteurs et autrices issus de 21 pays). Le plan détaillé du rapport a été élaboré lors d'une réunion en présentiel à Barcelone Espagne, en juin 2022, puis affiné en novembre 2022 à la suite d'un processus de consultation du plan détaillé avec les parties prenantes, notamment le groupe d'experts sur le changement climatique (CCEG) de l'UpM, les points focaux du PNUE/PAM et du Plan Bleu, ainsi que la Commission méditerranéenne de développement durable (CMDD).

L'élaboration de ce rapport d'expertise du MedECC a comporté plusieurs étapes de rédaction, un processus ouvert et transparent d'examen et de révision, afin de garantir la rigueur et la robustesse scientifique, ainsi que de la meilleure pertinence politique. L'ébauche initiale (Zero Order Draft, ZOD) a fait l'objet d'un examen interne entre mars et mai 2023, et a reçu 203 commentaires. La première ébauche du rapport (First Order Draft, FOD) et de son Résumé Exécutif (RE) a ensuite été soumise à un examen approfondi par les pairs entre octobre et décembre 2023, à la suite d'un appel à experts et expertes. Au total, 508 commentaires sur le rapport complet et 147 commentaires sur le résumé ont été soumis par 34 évaluatrices et évaluateurs et pris en compte par les auteurs et autrices dans l'élaboration de la version finale, consolidée par l'équipe de coordination.



Faits marquants

Contexte et cadre général

La mobilité humaine et la recherche de conditions de vie meilleures ou plus sûres pour les individus, les communautés et des pans importants de la population ont été courantes pendant une grande partie de l'histoire de la Méditerranée (et d'ailleurs). Le nombre de personnes traversant la mer Méditerranée[1] et arrivant dans les pays de destination, principalement sur les rives nord, a fortement fluctué au cours de la dernière décennie, entre un maximum d'environ 1 million en 2015 et un minimum d'environ 95 000 en 2020[2]. En 2023, environ 270 000 personnes sont arrivées dans le bassin méditerranéen[3], en provenance principalement du continent africain, du Moyen-Orient et d'Asie occidentale. Toutefois, la plupart des migrants (le terme s'applique à toutes les personnes, hommes et femmes, jeunes et adultes) de ces régions se déplacent à l'intérieur d'un pays donné, des zones rurales vers les villes et agglomérations (migration interne). Lorsqu'elles franchissent les frontières pour se rendre dans des États voisins ou plus éloignés (migration externe), les personnes migrantes préfèrent également trouver refuge en milieu urbain. La variation du nombre d'arrivées est due à un certain nombre de facteurs, notamment la situation politique générale dans la région, c'est-à-dire la capacité des personnes migrantes à s'éloigner de leur pays d'origine sans restriction et à franchir les frontières nationales avant d'atteindre les principaux points de départ vers l'Europe. Les contrôles frontaliers stricts récemment mis en place sur le flanc sud de l'Union européenne constituent des obstacles importants pour les migrants qui souhaitent entrer en Europe. Il s'agit notamment d'accords bilatéraux et multilatéraux entre les pays d'accueil de l'Union européenne (et d'autres pays) et les pays d'origine ou de transit situés le long des routes nord-africaines et de la Méditerranée orientale, d'où les migrants entament leur voyage vers l'Europe[4]. Les personnes migrantes qui parviennent à atteindre la côte méditerranéenne cherchent souvent à se rendre dans un pays européen, malgré les dangers associés à la traversée de la mer Méditerranée dans des embarcations en grande partie impropres à la navigation. Entre 2014 et 2024, plus de 30 000 personnes ont été recensées comme mortes ou disparues en mer[5]. Il s'agit d'une tragédie humanitaire qui appelle à des mesures politiques et des actions urgentes de la part des décideurs aux niveaux national, international et de l'Union européenne.

Les raisons pour lesquelles les personnes migrent et le sort des personnes migrantes[6] en Méditerranée et dans les pays riverains font l'objet de débats, à l'échelle nationale comme internationale, depuis plusieurs décennies. Comprendre les raisons et les motivations sous-jacentes qui poussent les individus à prendre de tels risques pourrait permettre de fonder les politiques et les réglementations gouvernementales sur une base plus rationnelle.

Le changement environnemental et climatique[7] dans les pays d'origine est souvent cité parmi les nombreux facteurs potentiels de migration, en particulier les conséquences sur les aspects

1 Bien qu'en dehors du bassin méditerranéen, les chiffres rapportés incluent les mouvements des pays d'Afrique de l'Ouest vers les îles Canaries espagnoles dans les statistiques de la migration méditerranéenne.

2 Portail de données sur les réfugiés/migrants méditerranéens, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), https://data.unhcr.org/en/situations/europe-sea-arrivals. Consulté le 1er mars 2025.

3 Le bassin méditerranéen comprend la mer Méditerranée semi-fermée et les pays et régions qui la bordent en Afrique, en Asie et en Europe (Ali et al. 2022).

4 Voir, par exemple, McAuliffe & Oucho (eds.), Rapport sur la migration mondiale 2024 (OIM, Genève). https://publications.iom.int/books/world-migration-report-2024

5 Voir : https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean

6 Le terme « migrant » est utilisé dans ce rapport pour désigner collectivement les individus et les groupes qui quittent volontairement ou involontairement leur domicile pour en trouver un nouveau soit dans leur pays d'origine (migrants internes), soit dans un pays au-delà des frontières (migrants transfrontaliers ou externes), y compris les demandeurs d'asile et les réfugiés, termes qui ne s'excluent pas mutuellement, mais qui peuvent se chevaucher fortement.

7 Dans ce rapport, le terme « changement environnemental », s'il n'est pas explicitement indiqué autrement, est utilisé pour désigner les changements survenant au sein des écosystèmes terrestres et marins ainsi que les changements des conditions climatiques à l'échelle locale, régionale ou mondiale.

fondamentaux que sont les moyens de subsistance, tels que l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire. Cette détérioration des conditions de vie peut laisser aux individus et aux communautés peu d'options, si ce n'est celle d'abandonner leur lieu de résidence habituel.

Les conflits et différends concernant les terres et les ressources naturelles, qui basculent dans la violence, ainsi que les conflits politiques de manière générale, constituent des moteurs de migration tout aussi importants. Par ailleurs, les difficultés sociales et économiques, souvent liées aux facteurs susmentionnés, jouent un rôle important en incitant les personnes à quitter leur lieu de résidence habituelle.

Objectif et portée de l'analyse

L'objectif principal de cette analyse est de parvenir à une compréhension plus complète du nexus entre le changement environnemental, les conflits et la migration, à la fois aujourd'hui et dans un avenir proche. Les nombreux liens et mécanismes de rétroaction entre chacun de ces facteurs et les migrations sont complexes. Éclaircir et déterminer les relations vérifiables et concrètes entre tous les éléments de ce nexus demeure un défi majeur, tant sur le plan conceptuel qu'appliqué.

Ce rapport propose un examen actualisé des changements environnementaux, en mettant l'accent sur leurs impacts sur l'eau, la sécurité alimentaire et énergétique, la santé humaine, ainsi que sur l'intégrité environnementale de la région méditerranéenne. Les changements environnementaux sont souvent cités comme causes principales de migration et les termes « migrants/réfugiés environnementaux ou climatiques » sont utilisés pour désigner les personnes affectées. Toutefois, ce rapport souligne que d'autres facteurs jouent souvent un rôle plus important dans les migrations (principalement externes) que les changements environnementaux et leurs impacts. Il s'agit notamment des conflits et de leurs conséquences dévastatrices, de divers facteurs socio-économiques, des différents degrés de vulnérabilité des populations touchées, ainsi que des questions de gouvernance dans les pays considérés. La portée actuelle de l'analyse a donc été élargie pour inclure ces facteurs et parvenir à une compréhension plus complète du nexus entre le changement environnemental, les conflits et la migration.

Cette analyse évalue l'état actuel des connaissances scientifiques afin de mieux comprendre les expériences et les défis concernant les migrants en Méditerranée, dans le but d'aider les décideurs à élaborer des politiques efficaces visant à améliorer la vie des personnes touchées par la migration et à limiter les conséquences négatives de la mobilité ou de l'immobilité des personnes en Méditerranée. L'analyse applique le concept de connexion entre le changement environnemental, la migration et les conflits afin de développer des mesures politiques intégrées, qui sont élaborées à travers des processus d'engagement multipartite. Toutefois, les lacunes dans la quantification des liens entre les éléments de ce nexus entraînent des difficultés considérables dans l'élaboration de mécanismes de réponse appropriés.

Malgré de nombreuses avancées dans notre compréhension des interactions entre le changement environnemental, les conflits et la migration, un certain nombre de questions restent en suspens. La complexité du sujet, qui repose sur des désirs, des craintes et des motivations humaines difficilement quantifiables, constitue un défi de taille. Cependant, l'analyse offre plusieurs enseignements destinés à informer les décideurs dans l'élaboration de politiques et de programmes qui s'attaquent aux causes profondes des problèmes émanant du nexus entre le changement environnemental, les conflits et la migration, plutôt qu'à leurs symptômes. Dans le même temps, des pistes pour de futures recherches portant sur la science du climat, les comportements sociaux et économiques, les impacts des interventions étrangères et la géopolitique dans une optique pluridisciplinaire sont proposées.

Résultats et conclusions

L'interaction complexe entre le changement climatique, les conflits et la vulnérabilité locale est particulièrement évidente dans la région méditerranéenne[8], un « point chaud » bien documenté de stress environnemental et d'instabilité géopolitique.

8 Bien que cette analyse se concentre principalement sur la région méditerranéenne, elle s'appuie également sur des données provenant du bassin méditerranéen (voir note de bas de page 3), de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient (EMME), et de la région plus large du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) (également appelée pays du sud et de l'est de la Méditerranée). Dans ce rapport, la région MENA fait spécifiquement référence aux pays qui bordent la mer Méditerranée ou qui y sont étroitement liés.

Premièrement, la région est confrontée à de multiples risques liés aux changements environnementaux. Les perturbations anthropiques ont gravement affecté l'intégrité environnementale des écosystèmes marins et terrestres, ainsi que le bien-être des communautés locales. La question du stress hydrique, défini comme une disponibilité en eau inférieure à 500 à 1 000 m^3 par habitant et par an, est particulièrement préoccupante, une situation que connaissent déjà tous les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Les changements climatiques prévus transformeront probablement la région en un « point chaud de la sécheresse » à l'échelle mondiale avec des conséquences négatives importantes sur la sécurité alimentaire. En outre, l'élévation du niveau de la mer, combinée à une intrusion accrue de l'eau de mer, rendra les aquifères côtiers impropres à la consommation humaine et réduira considérablement les activités agricoles dans les pays qui en dépendent. La détérioration des écosystèmes méditerranéens d'eau douce, côtiers, marins et terrestres entraînera une diminution de la fourniture d'un certain nombre de services écosystémiques et aura donc un impact négatif sur le bien-être humain.

Deuxièmement, la région a toujours été un foyer de conflits géopolitiques. L'héritage de l'interventionnisme étranger répété dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) depuis la Première Guerre mondiale, ainsi que les événements plus récents et les changements dans les conditions politiques et socio-économiques depuis la fin de la guerre froide, ont eu pour conséquence la fuite d'un nombre important de migrants à la recherche d'un abri plus sûr. Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à l'invasion et à l'occupation de l'Irak en 2003, à la vague de soulèvements populaires connue sous le nom de « printemps arabe » en 2010-2011, et à des conflits violents en Libye, en Palestine, en Syrie, et au Yémen. L'ampleur des défis sécuritaires et politiques auxquels sont confrontés ces États et ces sociétés a souvent éclipsé les perturbations environnementales, ce qui a eu pour effet de réduire l'attention et les actions visant à atténuer les effets des changements environnementaux dans la région. Les migrants en provenance d'Afghanistan, d'Irak, du Soudan et de Syrie représentent une grande partie des flux migratoires vers les pays voisins (Jordanie, Liban, Turquie) et l'Union européenne. L'instabilité persistante en Libye a contribué à faire de ce pays un point de départ important pour les personnes venant d'une grande partie du continent africain qui tentent de rejoindre l'Europe. Les conflits provoquent directement des migrations en créant des niveaux intolérables de menace pour le bien-être des résidents locaux. Les effets indirects des conflits, notamment la réduction des opportunités économiques et l'absence de revenus suffisants qui en résulte, contraignent de nombreuses personnes ou familles à se déplacer.

Les conflits augmentent la vulnérabilité des sociétés exposées aux futurs risques environnementaux et peuvent avoir des effets néfastes sur le développement sociétal d'une zone donnée. Il a été observé que les conflits transforment souvent ces aléas en catastrophes en amplifiant les risques et les vulnérabilités à de multiples échelles institutionnelles et temporelles. Inversement, les variations des conditions environnementales, telles que les changements climatiques combinés à des événements extrêmes plus graves et plus fréquents, peuvent entraîner une concurrence pour les ressources naturelles entre régions voisines qui peut évoluer vers des violences extrêmes. La raréfaction des ressources naturelles, et en particulier de l'eau et de la nourriture, peut ainsi amplifier les défis déjà existants.

Le manque actuel de structures de gouvernance efficaces, la coopération transfrontalière limitée et les politiques non durables ne font qu'ajouter à ces défis. L'élaboration et la mise en œuvre de plans et d'initiatives d'adaptation efficaces peuvent contribuer à réduire les conséquences des changements environnementaux sur les ressources naturelles, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance en général et la santé, et à réduire le risque de pertes économiques. Ces plans peuvent également contribuer à réduire le risque de conflit, et donc à traiter les liens entre les éléments du nexus entre le changement environnemental, les conflits et la migration. Les inégalités structurelles intersectorielles qui imprègnent déjà les sociétés et les économies méditerranéennes doivent également être prises en compte. Il s'agit notamment des disparités économiques importantes entre les pays du bassin méditerranéen, des différences de mobilité entre les zones rurales et urbaines, ainsi que de la position et du rôle des femmes dans la société. Ces facteurs déterminent en grande partie les réalités complexes de la vulnérabilité environnementale, des migrations et des conflits dans la région méditerranéenne.

L'insuffisance des données empiriques, les lacunes méthodologiques et les difficultés d'accéder aux données pertinentes et de réaliser des travaux empiriques constituent des obstacles importants. Pour élaborer des mesures politiques réalistes et efficaces, il est indispensable de réaliser de nouvelles études interdisciplinaires et intersectorielles. Une

gouvernance efficace doit relever un ensemble de défis spécifiques afin d'identifier les voies d'une adaptation durable. La migration involontaire dans la région méditerranéenne, en tant que forme d'adaptation aux changements environnementaux, a été identifiée comme un mécanisme d'adaptation des communautés affectées. Cependant, les stratégies d'adaptation ponctuelles, sans mesures d'adaptation efficaces, peuvent augmenter les risques et les vulnérabilités aux impacts des changements environnementaux pour les migrants à long terme.

Il convient de revoir l'idée selon laquelle les migrations et les déplacements induits par le changement environnemental constituent une relation linéaire de cause à effet. Il est essentiel de reconnaître les facteurs d'incitation spécifiques à chaque région et les diverses motivations de la migration, qui diffèrent non seulement d'une région à l'autre, mais aussi entre les différents groupes de personnes et communautés. Les différences entre les migrations internes et externes sont façonnées par des conditions socio-économiques et par des forces géopolitiques distinctes. En outre, la décision de quitter son foyer, ses moyens de subsistance, son histoire et sa culture est également influencée par les dangers du voyage (ou du moins la perception qu'on en a), sa légalité et les risques que les migrants sont prêts à prendre. Une compréhension nuancée de ces complexités est cruciale pour les domaines de la recherche et de la politique, car elle garantit que le problème est abordé avec l'attention nécessaire à ses subtilités.

Il est également urgent de faire évoluer le discours sur le nexus entre le changement environnemental, les conflits et la migration d'un cadre de référence axé sur la sécurité vers un discours qui mette l'accent sur les possibilités de développement et de coopération. Une approche axée sur le développement et fondée sur l'engagement de toutes les parties prenantes peut renforcer la cohésion sociale et réduire les tensions qui peuvent résulter de la concurrence pour des ressources rares.

Des preuves empiriques ont permis d'établir que le bassin méditerranéen est un « point chaud » du changement climatique. L'action climatique en Méditerranée, en particulier dans les pays du sud et de l'est, devrait donc donner la priorité aux stratégies et programmes d'adaptation visant à renforcer la résilience des communautés vulnérables et à élaborer des solutions résistant au changement climatique qui améliorent les moyens de subsistance, favorisent l'équité sociale et atténuent la vulnérabilité aux effets du climat. De ce point de vue, l'exploration du potentiel des investissements dans les infrastructures vertes, le nexus entre l'eau, l'énergie et l'alimentation et l'agriculture durable pourrait contribuer à la création d'emplois et à la croissance économique locale. Pourtant, des lacunes importantes subsistent dans la compréhension et l'élaboration systématique de politiques fondées sur des données probantes qui associent l'action climatique aux opportunités économiques. Cela est particulièrement évident dans les communautés marginalisées qui sont souvent les plus durement touchées par le changement environnemental et les phénomènes météorologiques extrêmes. Les ressources fiscales, les structures de gouvernance et les capacités institutionnelles limitées peuvent empêcher ces communautés de faire face aux défis récurrents et croissants liés au climat, ce qui pourrait influencer les décisions en matière de migration.

Depuis l'achèvement des révisions de cette expertise en 2024, divers conflits dévastateurs ont continué d'affecter la région méditerranéenne, avec des conséquences humanitaires et environnementales de grande ampleur. De nouvelles analyses et données sur leurs conséquences environnementales (destruction de terres agricoles, contamination des sols et dommages aux écosystèmes vitaux) et sur les déplacements forcés de populations deviennent disponibles et nécessiteront une mise à jour de la présente évaluation. Nous espérons que MAR2 et d'autres évaluations décriront les réalités qui évoluent rapidement et leurs impacts cumulés sur l'environnement, la sécurité humaine et le bien-être de la région.

Des recherches qualitatives plus approfondies sont nécessaires pour explorer la manière dont les initiatives communautaires en matière de climat et la collaboration sur la gestion conjointe de ressources naturelles rares en tant que biens publics communs peuvent favoriser la coexistence pacifique et la prospérité partagée, tout en renforçant la résilience au changement environnemental. De plus en plus d'exemples de réussite montrent comment les projets climatiques communautaires peuvent inciter les parties prenantes à répondre efficacement aux besoins locaux et à renforcer les capacités locales, ce qui permet d'améliorer les moyens de subsistance, de promouvoir l'équité sociale et d'atténuer la vulnérabilité au changement climatique.

Une recherche collaborative supplémentaire est nécessaire à l'échelle régionale et entre les secteurs et les disciplines de la Méditerranée, réunissant des scientifiques de l'environnement, des économistes, des sociologues et des praticiens locaux pour développer une vision régionale fondée sur des données probantes sur la manière dont le nexus entre le changement environnemental et la migration

se manifeste dans les différentes sous-régions du bassin. Cette approche interdisciplinaire peut approfondir la compréhension des conséquences du changement environnemental sur le développement dans le cadre plus large de l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable.

La collaboration régionale entre les pays méditerranéens, les organismes intergouvernementaux et les initiatives au niveau du bassin méditerranéen ne peut être trop soulignée. Elle représente un moyen important d'élaborer une approche cohérente de la gestion des défis climatiques, socio-économiques, politiques et de développement autour du bassin. Les plateformes multipartites existantes permettent des initiatives et des projets communs, qui favorisent le dialogue et la collaboration sur le climat, l'environnement et les migrations.



A. Introduction

A.1 Contexte

A.1.1 La mobilité humaine et la recherche de conditions de vie meilleures ou plus sûres pour les individus, les communautés et des pans importants de la population ont été courantes pendant une grande partie de l'histoire de la Méditerranée (et d'ailleurs). {5.1}[9]

A.1.2 La Méditerranée représente une importante région de transit et de destination pour les migrants du continent africain, du Moyen-Orient et d'autres parties de l'Asie occidentale. Le nombre de personnes traversant la Méditerranée et arrivant dans les pays de destination, principalement sur les rives nord, a fortement fluctué au cours de la dernière décennie. La variation du nombre d'arrivées est due à un certain nombre de facteurs, notamment la situation politique générale dans la région, c'est-à-dire la capacité des migrants à s'éloigner de leur pays d'origine sans restriction et à franchir les frontières nationales avant d'atteindre les principaux points de départ vers l'Europe. Des contrôles frontaliers plus stricts et une surveillance accrue, ainsi que la coopération avec les pays d'origine et de transit (par exemple l'accord UE-Turquie), constituent des obstacles importants pour les migrants qui souhaitent entrer en Europe. {2.5}

A.1.3 La plupart des migrations environnementales sont internes et se font sur de courtes distances, souvent des zones rurales vers les villes et agglomérations, bien que l'on observe des migrations sur de plus longues distances et au-delà des frontières nationales. La plupart des migrants de ces régions se déplacent à l'intérieur d'un pays donné, des zones rurales vers les villes et agglomérations (migration interne). Lorsqu'ils se rendent dans des États voisins ou plus éloignés (migration externe), les migrants préfèrent également trouver refuge en milieu urbain. L'afflux massif de migrants dans les pays de destination peut réduire leur capacité d'adaptation et exercer des pressions supplémentaires sur les sociétés des pays d'accueil. {1.1 ; 5.1}

A.1.4 De nombreuses raisons poussent des personnes ou des communautés entières à migrer et à quitter leur lieu d'origine. Les changements soudains ou persistants des conditions environnementales, y compris les événements extrêmes et leurs conséquences, ainsi que des conséquences sur les moyens de subsistance et la disponibilité des ressources essentielles (par exemple, l'eau, la nourriture) représentent des moteurs importants des migrations, en particulier des déplacements internes *(confiance moyenne à élevée).* (Voir aussi *Section D.1)* {1.1}

A.1.5 Les conflits émergents ou existants et les menaces pour le bien-être et l'intégrité physique constituent des facteurs majeurs et entraînent principalement des déplacements involontaires induits par les conflits. Les personnes se déplacent souvent pour des raisons économiques, sociales et politiques dans l'espoir d'améliorer leurs perspectives économiques et leur niveau de vie *(confiance moyenne).* (Voir aussi *Section C.1*) {1.1 ; 5.1}

A.1.6 Les pays du sud et de l'est de la Méditerranée et les pays arabes représentent un cas particulièrement pertinent pour les déplacements induits par les conflits *(confiance moyenne).* {1.2}

A.2 Motivation et objectifs

A.2.1 Cette analyse vise à approfondir la compréhension des relations complexes entre le changement environnemental et la migration dans la région méditerranéenne, en analysant leurs dynamiques, leurs tendances, leurs modèles, leurs moteurs et leurs impacts par le biais de l'approche nexus. Elle vise à éclairer les mesures politiques visant à réduire les souffrances, allouer les ressources de manière efficace et soutenir le bien-être des personnes et des communautés qui envisagent de quitter leur lieu de résidence, volontairement ou involontairement. Cette analyse identifie et évalue également les dimensions politiques, les lacunes et les défis liés aux migrants et à la migration dans le bassin méditerranéen. (Voir *"Introduction"*)

9 Les bases scientifiques sur lesquelles se fonde chaque conclusion principale se trouvent dans les sections des chapitres du Rapport d'expertise principal et sont indiquées entre accolades {}. Ce rapport applique les termes calibrés adoptés de manière transversale par le GIEC depuis le 5e Rapport d'évaluation, afin de communiquer la robustesse et le degré de certitude des conclusions de l'évaluation, de manière qualitative ou quantitative. Les termes calibrés quantifient le degré de confiance et la vraisemblance. Chaque conclusion se fonde sur une évaluation des éléments probants et de leur degré de concordance. Cinq qualificatifs sont utilisés pour exprimer le degré de confiance : très faible, faible, moyen, élevé et très élevé. Le degré de confiance d'un résultat est indiqué après celui-ci, entre parenthèses et en italique, comme ceci : *(confiance moyenne).* Les qualificatifs ci-après sont utilisés pour indiquer la probabilité évaluée d'un résultat : quasi-certain (probabilité de 99 à 100 %), très probable (90 à 100 %), probable (66 à 100 %), à peu près aussi probable qu'improbable (33 à 66 %), improbable (0 à 33 %), très improbable (0 à 10 %), extraordinairement improbable (0 à 1 %). D'autres qualificatifs peuvent également être utilisés le cas échéant : extrêmement probable (95-100 %) ; plus probable qu'improbable (>50-100 %) ; et extrêmement improbable (0-5 %). La probabilité évaluée est indiquée en italique, par exemple : *très probable.*

A.2.2 L'interdépendance et les nombreux liens mutuels et boucles de rétroaction entre le changement environnemental, les conflits et la migration humaine font qu'il est très difficile d'établir des relations quantitatives convaincantes et vérifiables entre eux. Cela représente un défi important pour parvenir à une compréhension globale et pour définir des lignes directrices et des stratégies politiques. Ces interconnexions sont appréhendées et analysées dans le cadre du nexus changement environnemental, conflits et migration dans le bassin méditerranéen. Une compréhension meilleure et plus complète de ce nexus constitue l'objectif principal de cette analyse. (Voir *"Introduction"*)



B. Les différents moteurs et leurs impacts sur les migrations

B.1 Évolution de l'environnement

B.1.1 En cohérence avec les tendances mondiales, la région méditerranéenne s'est considérablement réchauffée au cours du siècle dernier, avec des tendances de température moyenne plus élevées et accélérées au cours des quatre dernières décennies, en particulier dans les parties orientales du bassin. Toutes les sous-régions méditerranéennes se sont réchauffées d'au moins 1,5 °C, dépassant parfois une augmentation de 2 °C depuis l'ère préindustrielle *(confiance élevée).* {2.4}

B.1.2 En région méditerranéenne, dans un climat plus chaud, les vagues de chaleur et les sécheresses devraient s'intensifier. Concernant les vagues de chaleur, l'augmentation de leur intensité, de leur fréquence et de leur durée constitue un résultat robuste, quels que soient les scénarios, les approches par modélisation et les définitions. La région est également identifiée comme un « point chaud » mondial pour les sécheresses à venir, avec des événements plus fréquents et plus sévères. En revanche, les projections de précipitations extrêmes sont moins robustes et moins concordantes d'un modèle à l'autre, bien que certains épisodes de précipitations pris individuellement puissent atteindre des niveaux sans précédent. Les augmentations observées des extrêmes de chaleur peuvent être attribuées à l'influence humaine *(confiance élevée).* {2.4}

B.1.3 Les événements extrêmes affectent le bien-être des sociétés méditerranéennes en provoquant des pertes humaines et matérielles et en ayant des impacts substantiels sur les écosystèmes, l'agriculture, la production alimentaire et les ressources en eau. Ils affectent également des secteurs socio-économiques tels que la productivité du travail, les transports, la production d'énergie et le tourisme *(confiance élevée).* {2.4}

B.1.4 Les températures de surface de la mer Méditerranée ont augmenté d'environ 1,5 °C entre 1982 et 2018, avec un réchauffement particulièrement fort dans les mers Adriatique, Égée et Levantine. Il s'agit de certains des taux de réchauffement des températures de surface de la mer les plus rapides observés. Le changement climatique entraîne également une augmentation de l'intensité et de la fréquence des vagues de chaleur marine *(confiance moyenne),* avec des fortes conséquences écologiques, notamment des risques d'extinction et des modifications dans la répartition des espèces *(confiance moyenne).* {3.5.1}

B.1.5 Les tendances projetées des précipitations sont moins robustes que les projections de température en région méditerranéenne, qui se caractérise par une forte variabilité interannuelle des précipitations. Bien qu'il soit difficile de détecter des tendances des précipitations à long terme, il existe des éléments probants indiquant une transition vers des conditions plus sèches dans les parties orientales de la Méditerranée ainsi que dans le nord-ouest de l'Afrique au cours du siècle actuel, sous l'effet d'une évapotranspiration croissante *(confiance moyenne).* {2.4}

B.1.6 La sécheresse, l'aridité et la dégradation des sols dues aux activités humaines représentent des risques environnementaux importants dans la région méditerranéenne. Elles peuvent potentiellement conduire à des formes plus permanentes de migration involontaire *(confiance moyenne).* {5.2.1}

B.2 Conséquences des changements environnementaux

B.2.1 Disponibilité de l'eau et sécurité hydrique

B.2.1.1 La pénurie d'eau est une situation qui prévaut dans de nombreux pays méditerranéens. Les ressources en eau disponibles par habitant varient considérablement d'un pays méditerranéen à l'autre. Cependant, tous les pays du sud et de l'est souffrent de pénurie d'eau (<500 m^3 $personne^{-1}$ an^{-1}) ou de stress hydrique (<500 à 1 000 m^3 $personne^{-1}$ an^{-1}). Les changements climatiques en cours et projetés vont *probablement* exacerber ce défi dans la région méditerranéenne, qui devrait devenir un « point chaud » des sécheresses au niveau mondial. La disponibilité annuelle moyenne de l'eau renouvelable totale par personne s'élève à 629 m^3 $personne^{-1}$ an^{-1} pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) une valeur se situant dans les limites du stress hydrique de 500 à 1 000 m^3 $personne^{-1}$ an^{-1}. Cependant, la répartition géographique de la disponibilité de l'eau varie considérablement d'un pays à l'autre dans la région méditerranéenne. En effet, les pays méditerranéens occidentaux et centraux se caractérisent par des taux de précipitations nettement plus élevées que celles des parties méridionale et orientale du bassin *(confiance élevée).* {3.1.1}

B.2.1.2 En moyenne, l'irrigation agricole représente la principale utilisation (76-79 %) des quelques ressources en eau disponibles dans les pays de l'est et du sud de la Méditerranée, tandis que les usages domestiques et industriels représentent

respectivement 4–13 % et 6–20 %. La diminution prévue de l'eau disponible pour l'irrigation aura des conséquences directes sur la productivité agricole et la sécurité alimentaire dans certains pays méditerranéens en particulier, si des solutions appropriées ne sont pas mises en œuvre (par exemple, irrigation intelligente, cultures tolérantes à la sécheresse, etc.). La réduction de la quantité d'eau disponible pour l'environnement pourrait contribuer à accélérer la désertification dans les zones semi-arides et arides du bassin. Ces deux impacts vont probablement accentuer la pression sur les communautés locales et pourraient conduire à des migrations involontaires à l'intérieur et au-delà des frontières nationales *(confiance moyenne).* {3.1.2}

B.2.2 Sécurité alimentaire

B.2.2.1 L'élévation attendue du niveau de la mer Méditerranée pourrait avoir des conséquences négatives pour les communautés côtières et pour l'agriculture en zone littorale, par exemple dans le delta du Nil, avec des impacts directs sur la sécurité alimentaire régionale. L'augmentation du réchauffement et de l'assèchement dans l'ensemble de la région, combinée à la baisse de la fertilité des sols et à la raréfaction de l'eau, réduira la production et menacera la sécurité alimentaire aux niveaux national et régional *(confiance moyenne).* {3.2.1}

B.2.2.2 La hausse des températures de l'eau et l'augmentation des vagues de chaleur marine auront des conséquences néfastes sur les écosystèmes marins et les pêcheries en Méditerranée. D'ici à 2050, plus de 20 % des poissons et des invertébrés marins exploitables pourraient disparaître de la région. La réduction des débarquements et la baisse des revenus de la pêche, associées à d'autres facteurs de changement non climatiques, exacerbent les risques pour la sécurité alimentaire dans l'ensemble du bassin méditerranéen, avec des défis particulièrement importants pour les pays du sud et de l'est de la Méditerranée *(confiance élevée).* {3.2.1}

B.2.3 Santé humaine

B.2.3.1 Les changements environnementaux dans le bassin méditerranéen auront des conséquences néfastes sur la santé publique ainsi que des implications pour la santé des groupes de populations migrantes. Les conséquences incluent, par exemple, une augmentation des maladies respiratoires et cardiaques, l'émergence de nouvelles maladies à transmission vectorielle et de maladies liées à l'eau et à l'alimentation *(confiance élevée).* {3.3.2}

B.2.3.2 Le déclenchement de conflits politiques et l'exacerbation de ceux qui existent déjà, motivés par des instabilités politiques ou des rivalités au sein des pays ou entre différents pays, auront des conséquences néfastes sur la santé des groupes de population concernés. Cela peut contraindre les communautés à abandonner leurs logements, ce qui, à son tour, peut avoir de profondes répercussions sur la santé des populations migrantes et des populations autochtones *(confiance moyenne).* {3.3}

B.2.3.3 La plupart des immigrés et des réfugiés souffrent de niveaux exceptionnellement élevés de pauvreté, et de conditions de vie difficiles et inadéquates dans les pays où ils immigrent. Cela comprend notamment des logements insalubres, une alimentation et une eau de mauvaise qualité, ainsi que des infrastructures de soins de santé insuffisantes. Les conditions précaires qui prévalent sur les routes migratoires et dans les camps de réfugiés, associées à la dégradation de l'environnement telle que la dégradation des sols, l'insécurité alimentaire et la pollution de l'eau, ainsi qu'aux événements induits par le changement environnemental, renforcent encore la vulnérabilité de la santé de la population immigrée. L'accès limité aux services de santé est un facteur déterminant pour la santé des migrants, les systèmes de santé nationaux ou locaux étant souvent mal équipés pour répondre à ces défis. La mauvaise santé mentale est une conséquence sanitaire toujours plus importante du changement environnemental, des conflits et de la migration *(confiance moyenne).* {3.3.1}

B.2.3.4 Alors que les changements climatiques et environnementaux, les conflits et les migrations, ainsi que d'autres facteurs, entraînent des conséquences négatives sur la santé physique, mentale et sociale des populations qui les subissent, certains groupes de population sont plus vulnérables que d'autres. Il s'agit notamment des personnes âgées, des malades chroniques, des personnes qui travaillent à l'extérieur et des populations économiquement défavorisées, y compris celles qui souffrent de pauvreté énergétique, alimentaire ou hydrique *(confiance élevée).* {3.3.3}

B.2.4 Le littoral

B.2.4.1 Les impacts des changements environnementaux sur le littoral méditerranéen sont multiples. L'élévation du niveau de la mer favorise l'intrusion d'eau de mer dans les aquifères côtiers, mettant ainsi en péril les réserves d'eau douce destinées à l'agriculture et à la consommation humaine. L'augmentation de l'extraction des eaux souterraines par les activités humaines accélère l'affaissement

des systèmes deltaïques et aggrave l'exposition des populations aux inondations. Ces systèmes deltaïques soutiennent souvent des activités socio-économiques importantes pour les communautés locales. L'élévation du niveau moyen de la mer aggrave également la disparition des plages en Méditerranée. L'érosion des plages due à l'élévation du niveau moyen de la mer est encore amplifiée lors des tempêtes occasionnelles *(confiance moyenne).* {3.4.1}

B.2.4.2 La zone côtière méditerranéenne est densément peuplée, plus d'un tiers de la population méditerranéenne totale, soit environ 155 millions de personnes, vivant à moins de 20 kilomètres de la côte. En 2010, environ 10 % de cette population, soit environ 47 millions de personnes, vivaient dans des zones dont l'altitude ne dépasse pas 10 mètres au-dessus du niveau de la mer (connues sous le nom de zones côtières de faible altitude) *(confiance élevée).* La concentration de population dans les zones côtières est actuellement plus prononcée en Méditerranée occidentale, la côte occidentale de la mer Adriatique, la rive orientale de la région Égée-Levantine, et le Delta du Nil. {3.4.2}

B.2.4.3 Les conséquences du changement environnemental liées à l'élévation du niveau de la mer dépendent fortement du développement socio-économique des communautés côtières, notamment de la croissance démographique, de l'expansion urbaine et du développement des infrastructures essentielles. Cependant, les relations concrètes entre ces facteurs ont rarement été explorées dans les recherches récentes. Les études actuelles se concentrent principalement sur les aspects biophysiques de l'élévation du niveau de la mer, tout en négligeant les dimensions sociales et économiques. Une meilleure compréhension de ces interactions est cruciale pour élaborer des stratégies d'adaptation efficaces et garantir des résultats équitables pour les communautés côtières. La rétroaction entre le changement environnemental et le développement socio-économique en zone côtière révèle un potentiel élevé de conflit et de migration dans la région. L'élévation du niveau de la mer peut

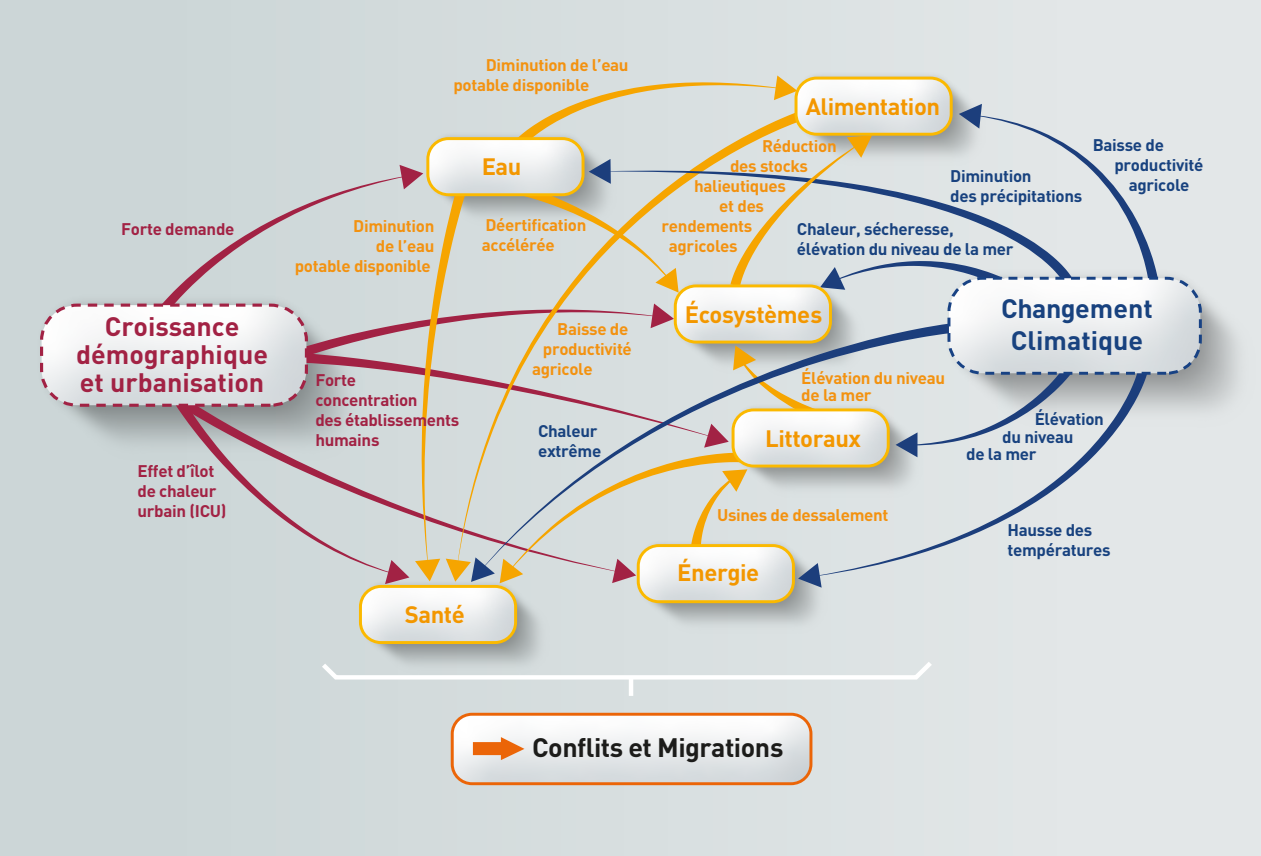


Figure ES1 | Liens entre le changement climatique et les changements socio-économiques et leurs conséquences pour les différents secteurs. La figure vise à illustrer qualitativement certains des liens entre les éléments du nexus entre les changements environnementaux, les migrations et les conflits ainsi que les secteurs évalués dans le rapport. {3.7, *Figure 3.11*}

perturber les moyens de subsistance, endommager les infrastructures et éroder les terres, entraînant des difficultés économiques et des troubles sociaux. Ces facteurs socio-économiques peuvent, à leur tour, entraver l'accès aux ressources et limiter les possibilités d'adaptation à l'élévation du niveau de la mer *(confiance moyenne).* {3.4.3}

B.2.5 Écosystèmes

B.2.5.1 Sous l'effet du changement environnemental anthropique, l'augmentation de la sécheresse et du stress thermique entraînera des conséquences négatives sur les écosystèmes terrestres et marins dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Pour les écosystèmes forestiers, cela entraînera *probablement* une augmentation de la fréquence et de l'intensité des incendies de forêt ainsi qu'une plus grande vulnérabilité aux parasites. Les dommages causés devraient donc entraver la fourniture de services écosystémiques par les écosystèmes forestiers dans l'ensemble de la Méditerranée. Pour les écosystèmes d'eau douce, le changement climatique réduira les précipitations et augmentera les taux d'évaporation, diminuant ainsi la disponibilité en eau. Cela entraînera un assèchement temporaire ou permanent des lacs et des étangs, ainsi qu'une diminution du débit des rivières intermittentes et des cours d'eau éphémères *(confiance moyenne).* {3.5.1}

B.2.5.2 L'augmentation des températures de surface de la mer et les vagues de chaleur marine dans la mer Méditerranée augmentent les risques de perturbation de la chaîne alimentaire marine et de déclin significatif de la variabilité des espèces. Ces risques ont en outre été confirmés par la baisse des débarquements de poissons, déjà signalée dans toute la région au cours des années 1980 et 1990, qui menace de plus en plus le secteur de la pêche en Méditerranée. L'apparition de nouvelles espèces tropicales envahissantes devrait en outre augmenter dans la région en raison de la hausse des températures, avec des répercussions négatives sur les écosystèmes marins, les populations de poissons et les conditions économiques du secteur de la pêche *(confiance moyenne).* {3.5.2}

B.2.5.3 La détérioration de l'état des écosystèmes d'eau douce, côtiers, marins et terrestres de la Méditerranée induite par le changement environnemental est encore exacerbée par des activités anthropiques supplémentaires, notamment associées à l'agriculture intensive, au développement de l'industrie, au transport et à la pêche. Ces processus entraîneront une réduction de l'offre d'un certain nombre de services écosystémiques et, par conséquent, des effets négatifs sur le bien-être humain. En fonction de la gravité des impacts, des capacités d'adaptation des environnements et des communautés, et des possibilités de diversification des moyens de subsistance, ces tendances peuvent entraîner des formes permanentes de déplacement, les populations étant contraintes de chercher d'autres moyens de subsistance *(confiance moyenne).* {3.5.3}

B.2.6 Énergie

B.2.6.1 Les conditions météorologiques extrêmes ainsi que d'autres processus liés au changement climatique, tels que des événements à évolution lente, peuvent affecter les opérations de production d'énergie conventionnelle et renouvelable. Les centrales électriques refroidies par eau devront être ajustées pour fonctionner à des niveaux de température différents avec des rendements décroissants, et les centrales hydroélectriques risquent de manquer d'eau. On peut s'attendre à ce que les changements environnementaux aient également une incidence sur les réseaux électriques, tels que les câbles aériens et les pylônes pour le transport de l'électricité, ainsi que sur le transport des combustibles conventionnels. {3.6}

B.2.6.2 Le changement climatique affectera particulièrement les conditions de vie locales et régionales, et conduira à un besoin accru de refroidissement des locaux avec une demande croissante d'électricité. Une sécurité énergétique réduite pour une partie importante de la population d'une région donnée et des communautés locales peut entraîner une détérioration des conditions de vie et des migrations involontaires *(confiance moyenne)*. {3.6}

B.2.7 Interactions entre les secteurs

B.2.7.1 Les changements environnementaux et les changements socio-économiques tels que la croissance démographique et l'urbanisation affectent une variété de secteurs, en particulier la disponibilité de l'eau, la production alimentaire, les écosystèmes, le littoral, la santé publique et le secteur de l'énergie, de multiples façons. Ces impacts sont fortement interconnectés et constituent donc un système complexe de pressions environnementales et socio-économiques susceptibles d'entraîner une augmentation des conflits et des migrations *(confiance élevée) (Figure ES1).* {3.7}

C. Données de base sur les migrations

C.1 Les différentes formes de migration

C.1.1 La mobilité et la migration des personnes revêtent trois dimensions : (1) la décision de se déplacer, sur une échelle allant de totalement volontaire à involontaire (forcée) ; (2) l'espace, en termes de distance parcourue par les migrants dans leur propre pays ou de frontières traversées ; et (3) la durée de leur séjour loin de leur lieu d'origine, qu'il soit saisonnier, temporaire ou permanent. {2.1.1}

C.1.2 La désagrégation des mouvements le long du continuum allant de volontaire à involontaire est complexe. Cette évolution nécessite de déterminer le degré de pression auquel les individus ou les ménages ont été soumis en raison de la modification des conditions, ainsi que le degré de liberté dans la prise de décision de se déplacer. Les termes généralement associés aux migrations environnementales et climatiques comprennent les migrations induites par l'environnement, les migrations induites par le changement climatique, les migrants climatiques, les réfugiés écologiques ou environnementaux, les déplacements climatiques, les migrations de détresse et les réfugiés climatiques. {2.1.1}

C.1.3 En termes d'échelles spatiales des migrations, une distinction est faite entre migration interne et migration externe[10]. La migration interne fait référence à un changement de résidence à l'intérieur des frontières nationales, par exemple entre des États, des provinces, des villes ou des municipalités. La migration externe fait référence à un changement de résidence au-delà des frontières nationales. Les migrants internationaux peuvent être classés en immigrants réguliers qui se déplacent avec l'autorisation de l'État d'accueil, en immigrants irréguliers qui se déplacent sans autorisation et en réfugiés qui traversent les frontières internationales pour échapper à des persécutions. {2.1.1}

C.1.4 En ce qui concerne la durée du séjour dans la région ou le pays d'accueil, il convient de distinguer les migrations permanentes des migrations temporaires et saisonnières. Dans le contexte du changement climatique, la Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) distingue trois types de mouvements humains : la migration, un mouvement essentiellement volontaire, le déplacement, essentiellement involontaire, et la réinstallation planifiée, volontaire ou involontaire en fonction des circonstances. {2.1.1}

C.1.5 Dans le contexte des changements environnementaux, l'attention se porte de plus en plus aux « populations piégées », c'est-à-dire aux personnes qui souhaitent se déplacer mais qui sont confrontées à des contraintes qui les en empêchent. À l'inverse, certains individus sont « volontairement » immobiles, choisissant de rester là où ils sont malgré les effets négatifs des changements environnementaux, en raison de facteurs tels qu'un fort attachement à leur lieu d'origine ou pour des raisons culturelles. {5.1.1}

C.1.6 La migration à travers la Méditerranée concerne des personnes originaires d'Afrique, du Moyen-Orient et de certaines parties de l'Asie (occidentale), ainsi que des mouvements entre pays méditerranéens (principalement d'Europe du Sud). Les flux correspondants sont généralement décrits et classés comme des « routes migratoires » *(Figure ES2)* {2.2.1.1}:

- La route d'Afrique de l'Ouest et de la Méditerranée occidentale : du Maroc, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Gambie vers les îles Canaries et l'Espagne continentale, y compris les routes terrestres vers Ceuta et Melilla.

- La route de la Méditerranée centrale : de l'Afrique du Nord à l'Italie et à Malte en passant par la mer Méditerranée.

- La route de la Méditerranée orientale et des Balkans : principalement de l'Afghanistan, de l'Irak, du Pakistan, de la Palestine, de la Somalie, de la Syrie et de la Turquie vers la Bulgarie, Chypre et la Grèce.

- La route de l'Afrique de l'Est : de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient vers la Grèce et à l'Italie.

10 Bien que l'expression « migration internationale » soit fréquemment utilisée, c'est l'expression « migration externe » qui est utilisée dans le rapport.

C.2 La migration comme stratégie d'adaptation

C.2.1 La migration est considérée comme une stratégie d'adaptation qui réduit les risques et les conséquences des facteurs de stress climatiques et non climatiques pour les populations lorsqu'elle est volontaire, sûre et ordonnée. Cette stratégie est mise en œuvre aux niveaux local, national, régional et international. Dans les systèmes côtiers, différentes voies d'adaptation ont été identifiées pour distinguer l'adaptation durable et non durable aux changements environnementaux *(confiance moyenne).* {6.1.1}

C.2.2 Certaines voies d'adaptation peuvent s'avérer contre-productives, lorsque les pratiques ou les processus aggravent la vulnérabilité des personnes aux changements environnementaux. Dans la région méditerranéenne, ce risque est particulièrement important dans le cas des déplacements et des migrations involontaires (forcées) *(confiance moyenne)*. {6.1.1}

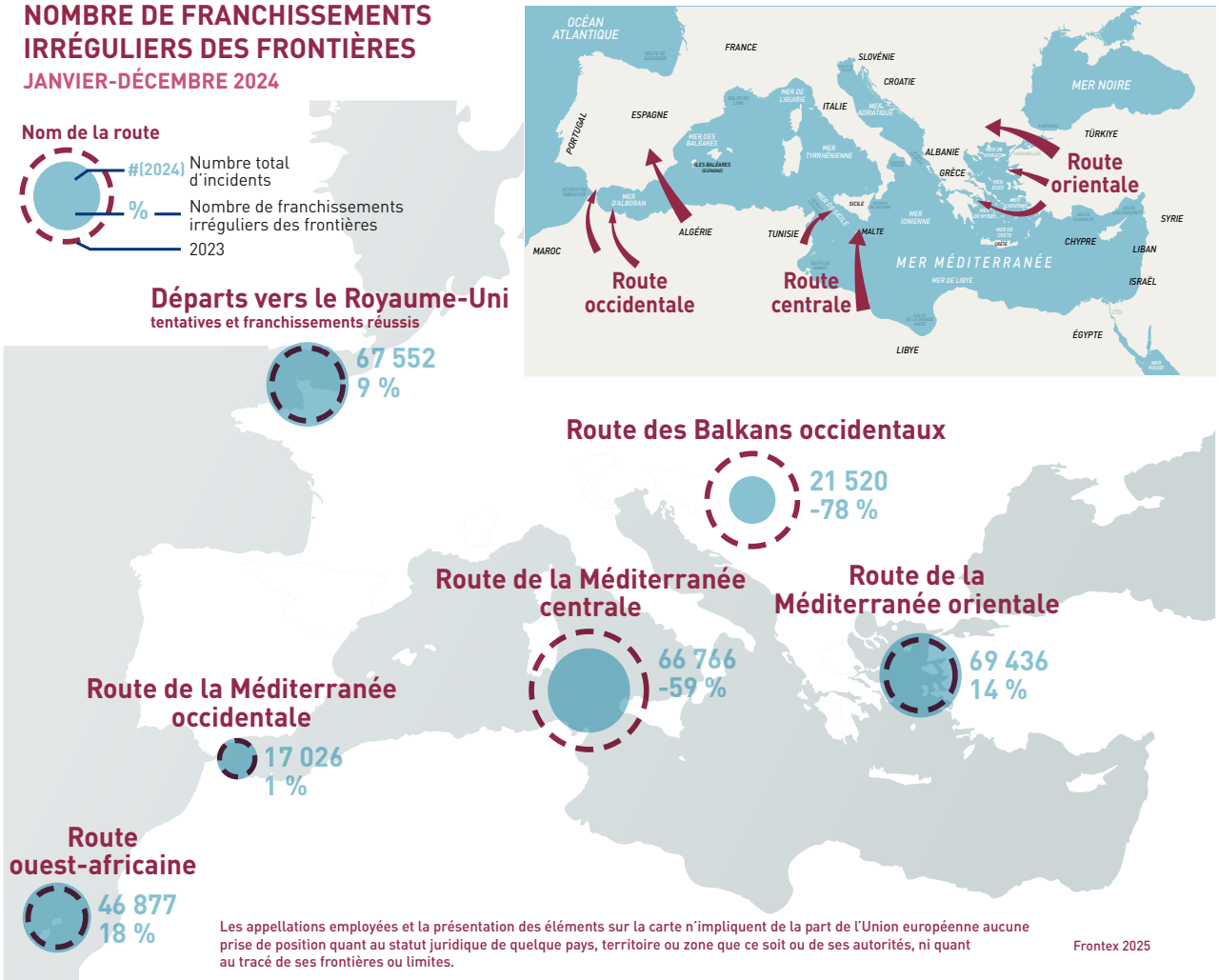


Figure ES2 | Nombre de franchissements irréguliers des frontières par des personnes migrantes en 2024 via la route de la Méditerranée occidentale, centrale et orientale, et autres mouvements migratoires européens. Source : FRONTEX[11] ; l'encart (en haut à droite) représente schématiquement les principales routes migratoires méditerranéennes ; source : Migration Policy Institute[12]. {1.1, *Figure 1.1*}

11 https://www.frontex.europa.eu/what-we-do/monitoring-and-risk-analysis/migratory-routes/migratory-routes

12 https://www.migrationpolicy.org/article/asylum-seeker-and-migrant-flows-mediterranean-adapt-rapidly-changing-conditions

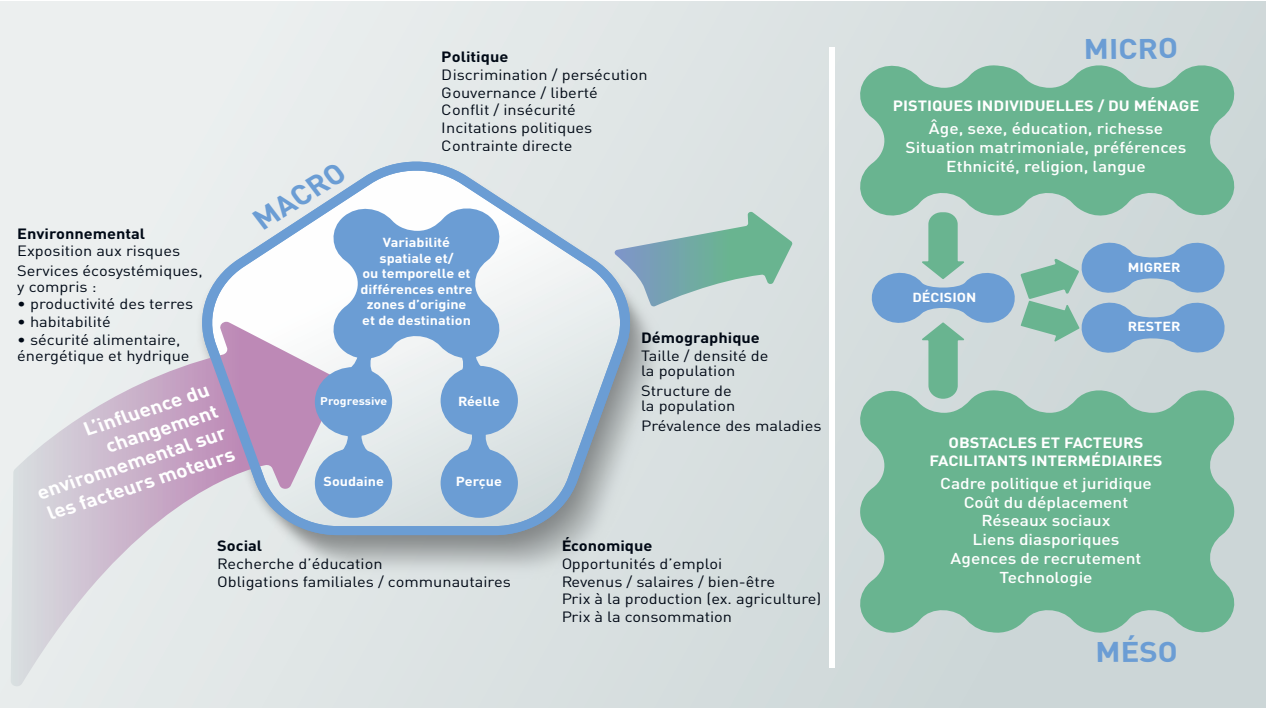


Figure ES3 | Représentation schématique du cadre conceptuel faisant apparaître les « moteurs » de la migration et l'influence des changements environnementaux. Source : Rapport Foresight *Migration et changements environnementaux planétaires : défis et opportunités futurs* (2011)[13]. {5.1.1}

D. Nexus changement environnemental, migration et conflits

D.1 Changements environnementaux et migrations

D.1.1 Les liens entre l'évolution des conditions environnementales et les migrations en Méditerranée sont complexes et non linéaires. Aucun cadre théorique unique ne permet actuellement de comprendre de manière exhaustive le rôle de l'environnement dans les migrations humaines. Les liens entre les changements environnementaux et les migrations dépendent fortement du contexte et sont fortement influencés par les conditions socio-économiques et politiques locales, ainsi que par d'autres facteurs de stress concomitants *(confiance élevée).* {5.1.1}

D.1.2 Selon le rapport *Migration et changements environnementaux planétaires* (Foresight 2011)[13], la décision de migrer est influencée par cinq grandes catégories de facteurs, à savoir les facteurs environnementaux, sociaux, économiques, démographiques et politiques, qui constituent les facteurs de niveau macro. (*Figure ES3)* {5.1.1}

D.1.3 Les décisions en matière de migration sont façonnées non seulement par l'interaction complexe des facteurs macro-structurels mais aussi par des facteurs de niveau intermédiaire, tels que les réseaux sociaux, les cadres juridiques et la technologie, ainsi que par les caractéristiques individuelles et des ménages, notamment l'âge, le genre, le niveau d'éducation et la situation économique. {5.2 ; 5.3}

D.1.3.1 La complexité des questions en jeu et le manque de données adéquates rendent difficile l'évaluation empirique des impacts environnementaux sur les migrations et la projection de la mobilité future en cas de changements environnementaux. Les données disponibles indiquent des liens nuancés entre les changements environnementaux et climatiques et les migrations dans la région méditerranéenne. Les formes particulières de ces changements, c'est-à-dire les événements lents ou

13 https://www.gov.uk/government/publications/migration-and-global-environmental-change-future-challenges-and-opportunities

au contraire à déclenchement soudain[14] ou les effets des facteurs de stress cumulatifs, jouent un rôle décisif dans la réponse des populations touchées. La vulnérabilité de chaque groupe ou communauté joue un rôle décisif dans la détermination des impacts des changements environnementaux. Souvent, une partie importante de la population touchée reste immobile, certaines personnes parce qu'elles ne veulent pas partir, d'autres parce qu'elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour se déplacer, se retrouvant ainsi piégées sur place *(confiance moyenne).* {5.1.1} (Voir aussi *Section C.1*)

D.1.3.2 Des données empiriques attestant de migration environnementale à l'échelle régionale dans la Méditerranée existent pour l'Afrique du Nord et la zone du Sahel, où les processus de sécheresse et de désertification, ainsi que la dégradation des terres qui en résulte, représentent des facteurs de risque considérables, en particulier pour les régions arides d'Afrique du Nord *(confiance moyenne).* {5.2.1}

D.1.3.3 En Afrique du Nord et au Moyen-Orient (MENA), les conflits et la violence sont les causes immédiates des déplacements. Bien qu'une relation étroite entre les changements environnementaux et les conflits ait été suggérée, l'hypothèse selon laquelle les changements environnementaux contribuent directement à l'instabilité n'est pas étayée par les informations actuellement disponibles. Au contraire, les facteurs environnementaux agissent comme des facteurs de pressions supplémentaires dans des contextes socio-politiques plus larges, où des conditions telles que la pauvreté, les défis institutionnels et la capacité des États contribuent à l'instabilité. Cela met en évidence le fait que les tensions socio-politiques existantes sont les principaux moteurs des conflits. Les changements environnementaux et les risques futurs pourraient entraîner une augmentation de la pauvreté et de l'instabilité sociale, déstabilisant ainsi davantage la région et contribuant à d'importants mouvements d'émigration *(confiance moyenne).* {5.2.2}



14 Bien que le terme « événement à déclenchement rapide » ait été utilisé à plusieurs reprises dans le rapport, le terme préféré est « événement à déclenchement soudain ». Les événements à déclenchement soudain constituent un sous-groupe des événements à déclenchement rapide et se produisent à un rythme beaucoup plus rapide, de quelques années à quelques décennies, ce qui est plus approprié que les échelles de temps plus longues, de plusieurs décennies à plusieurs siècles, qui s'appliquent aux événements à déclenchement rapide.

D.1.3.4 En Europe du Sud-Est et dans les Balkans, les changements environnementaux devraient avoir des répercussions importantes sur la production agricole et la sécurité alimentaire, ce qui pourrait accroître les migrations internes et externes. Les principaux facteurs de pression sont les sécheresses prolongées, la multiplication des feux de forêt et la dégradation des sols, les fortes précipitations et les inondations *(confiance élevée).* {5.2.3}

D.1.3.5 Les facteurs climatiques et environnementaux sont déterminants non seulement pour la mobilité au sein de la Méditerranée, mais peuvent également façonner la mobilité vers la région *(confiance élevée).* {5.3.2}

D.2 Changements environnementaux et conflits

D.2.1 La région méditerranéenne, qui comprend l'Europe du Sud et des parties importantes de la région MENA, a historiquement constitué un foyer de conflits géopolitiques à l'intersection de trois continents - l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Les changements environnementaux agissent comme un multiplicateur de risques, imbriqués dans les dimensions géopolitiques de la région, imposant des pressions supplémentaires sur les infrastructures vitales et les secteurs économiques clés de la région *(confiance moyenne).* {4.1}

D.2.2 Les travaux de recherche sur les liens entre les conditions environnementales et les conflits dans la région méditerranéenne sont limités et ont abouti à des résultats contradictoires. La pénurie d'eau (et les conflits qui peuvent en résulter) est souvent liée à la variabilité et aux changements de l'environnement, mais elle peut aussi être due de manière plus significative à la pression démographique, à la productivité agricole et au développement économique. Cependant, les changements environnementaux pourraient accroître la violence intercommunautaire, notamment entre éleveurs et agriculteurs, et au sein des communautés pastorales, en affectant leurs stratégies d'adaptation pour l'accès à l'eau et aux ressources végétales. L'examen des liens entre les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les tempêtes, les inondations ou les sécheresses, et les conflits, conclut que l'existence d'un lien direct entre ces phénomènes et les conflits armés reste contestée. Les études qui examinent si les événements climatiques peuvent augmenter la probabilité de conflits interétatiques en réduisant l'approvisionnement en eau dans les bassins hydrographiques transfrontaliers aboutissent à la conclusion que la diminution des ressources en eau partagées ne conduit pas nécessairement à des conflits armés ou à des guerres. Cependant, les changements environnementaux peuvent contribuer aux tensions, aux menaces et même à certains épisodes violents entre communautés locales et États riverains. Les résultats de plusieurs études ont montré que les changements environnementaux pouvaient soit accroître les conflits interétatiques, soit renforcer la coopération, en fonction de la capacité des cadres institutionnels existants à s'adapter à ces changements *(confiance moyenne).* {4.2}

D.2.3 Bien que les données probantes attestant de liens de causalité directs restent contestées, le changement climatique pourrait encore augmenter les risques de conflit, bien que les projections soient sujettes à de grandes incertitudes. Cependant, en raison de limitations méthodologiques et de données, les projections de conflit à long terme ne parviennent pas à intégrer la complexité et les boucles de rétroaction qui caractérisent la relation environnement-conflit *(confiance moyenne).* Des hypothèses de modélisation simplistes peuvent fausser les estimations des risques de conflit et, dans certains cas, les sous-estimer. {4.3}

D.2.4 Les conflits influencent les décisions de migration. La plupart des recherches sur les migrations involontaires concluent que le déplacement est une conséquence directe des conflits émergents ou en cours, car ils amènent les résidents locaux à percevoir un niveau de menace intolérable pour leur sécurité et leur bien-être, ne leur laissant d'autre choix que de quitter leur foyer. Les conflits peuvent également avoir une incidence indirecte sur les migrations en réduisant les opportunités économiques. Face à la perspective de revenus insuffisants, de nombreuses personnes ou familles choisissent de se déplacer. Ainsi, l'insécurité physique et économique constitue un puissant déterminant de la migration induite par les conflits, puisqu'elle implique à la fois une motivation et une opportunité *(confiance élevée).* {4.4}

D.3 Vulnérabilité et adaptation dans le cercle vicieux

D.3.1 Combinés, l'évolution des conditions environnementales et les conflits en cours ou émergents augmentent la vulnérabilité des sociétés exposées aux futurs aléas environnementaux. Les conflits ont plusieurs effets néfastes sur le développement sociétal et peuvent donc amplifier les risques environnementaux et les vulnérabilités à de multiples échelles institutionnelles et temporelles.

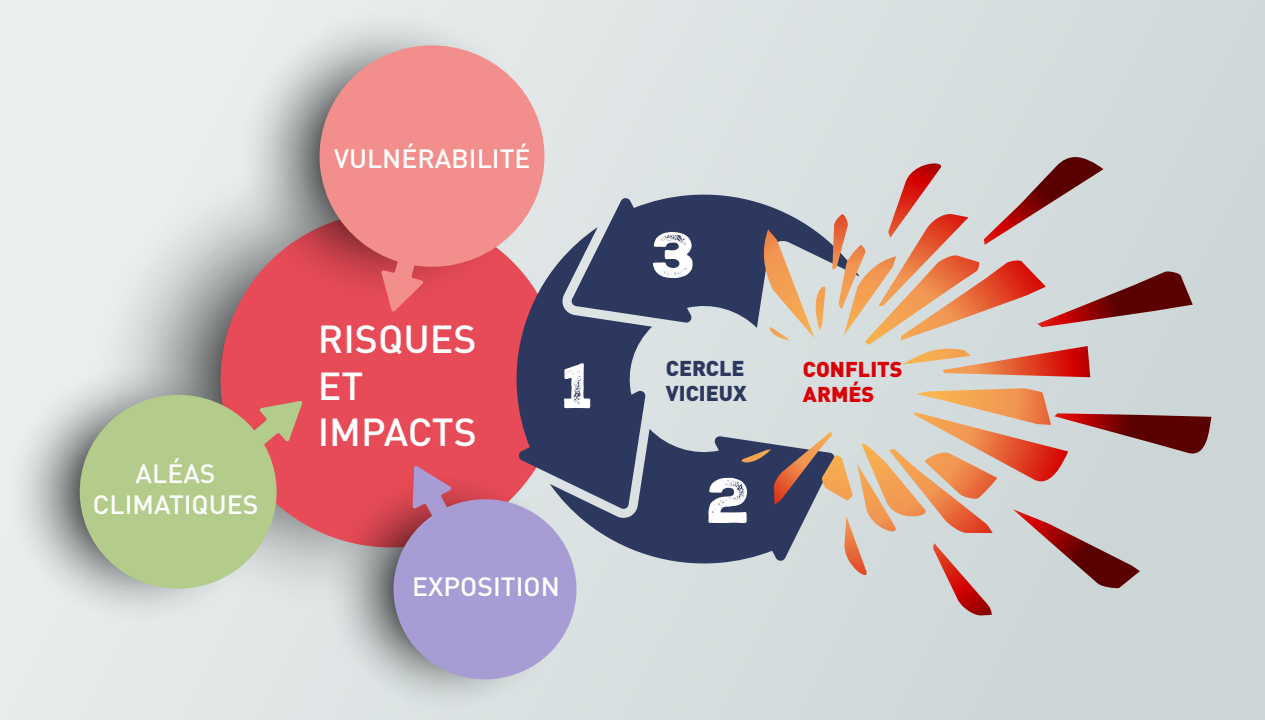


Figure ES4 | Diagramme conceptuel illustrant le « cercle vicieux » qui enferme les sociétés touchées dans une structure impliquant violence, vulnérabilité et impacts des changements environnementaux. {*Figure 4.2* de la *Section 4.5*}

Trois processus interdépendants constituent un « cercle vicieux » qui enferme les sociétés touchées dans une structure impliquant violence, vulnérabilité et impacts des changements environnementaux *(Figure ES4)* :

1. La vulnérabilité de la communauté détermine le niveau de risque lié aux aléas environnementaux et au changement climatique.
2. Les conséquences des changements environnementaux augmentent les risques de conflits armés.
3. Les conflits armés augmentent la vulnérabilité aux risques environnementaux futurs

D'une manière plus générale, il a été conclu que les effets combinés des conflits et des risques environnementaux sont susceptibles d'amplifier la vulnérabilité des sociétés exposées. Cela peut conduire à une cascade de risques temporellement et spatialement interdépendants, qui pourraient se renforcer mutuellement et accroître la vulnérabilité sociétale face aux dangers futurs *(confiance moyenne).* {4.5}

D.3.2 Des plans et des initiatives d'adaptation efficaces peuvent contribuer à réduire les risques de conflit en contrant les effets des changements environnementaux sur les ressources naturelles, la sécurité alimentaire et hydrique, les moyens de subsistance et la stabilité économique. Les politiques d'adaptation et d'atténuation peuvent réduire le potentiel conflictuel de la variabilité du climat et des changements environnementaux, mais elles comportent le risque d'effets négatifs imprévus, qui doivent être anticipés. Les initiatives d'adaptation environnementale peuvent favoriser la coopération entre les États, mais elles peuvent aussi accroître le risque de conflit entre eux si elles sont mal conçues ou si des intérêts concurrents essentiels ne sont pas pris en compte de manière adéquate. Par exemple, les projets d'infrastructure tels que les barrages ou les digues peuvent affecter les relations entre les États situés en amont et en aval, comme dans le bassin du Nil, où des interactions à la fois coopératives et conflictuelles ont eu lieu *(confiance moyenne).* (Voir aussi *Section C.2)* {4.5}

D.4 Nexus changements environnementaux - migrations - conflits

D.4.1 Les données actuelles ne permettent pas d'établir un lien de causalité direct et solide entre les changements environnementaux, les conflits et les migrations. L'absence de structures de gouvernance coordonnées et favorables aux migrations et à l'adaptation est un facteur clé des relations entre

les risques environnementaux, les conséquences des changements environnementaux, les conflits et les migrations. Si les interactions et les dynamiques qui limitent l'efficacité des politiques opèrent à différentes échelles, les mécanismes de réponse les plus pertinents et les plus efficaces consistent en des mesures communautaires et localisées *(confiance moyenne).* {6.1}

D.4.2 Alors que la migration est de plus en plus envisagée comme une forme d'adaptation aux changements environnementaux, les données actuelles montrent qu'elle ne constitue pas une stratégie d'adaptation durable, mais plutôt, au mieux, un mécanisme d'adaptation. La migration est un processus très exigeant sur le plan social et n'est pas une simple option fonctionnelle pour les personnes confrontées à des changements environnementaux et à des conflits. En fonction des institutions politiques et économiques existantes, l'afflux de migrants peut également accroître les risques de conflit et réduire la capacité d'adaptation des communautés et des pays d'accueil, en intensifiant la pénurie de ressources, les troubles sociopolitiques et en faisant du climat une question de sécurité (sécuritisation)[15] *(confiance moyenne).* {6.1}

D.4.3 La loi internationale relative aux droits humains ne reconnaît pas expressément des motifs de migration liés à l'environnement ou au climat susceptibles de donner lieu à une protection juridique. Par conséquent, les personnes contraintes de quitter leur pays d'origine en raison des effets insupportables des changements environnementaux sont rejetées par les pays d'accueil potentiels. Cela découle de l'opinion exprimée par certaines communautés d'accueil selon laquelle les migrants ne devraient pas être considérés comme relevant des régimes juridiques internationaux, notamment de la Convention relative au statut des réfugiés, et qu'ils ne bénéficient donc pas d'une protection juridique. Malgré diverses initiatives et quelques décisions établissant un lien entre les migrations, les risques environnementaux et les droits humains, les perspectives de protection juridique des migrants (par exemple les réfugiés climatiques) restent faibles *(confiance élevée).* {6.3}

D.4.4 Les vulnérabilités locales des communautés et des individus sont au cœur du nexus entre les changements environnementaux, les migrations et les conflits. Pour les communautés vulnérables en manque de capacité d'adaptation, la migration peut ne pas être une option disponible et peut plutôt conduire à l'immobilité (involontaire) *(confiance moyenne)*. (Voir aussi *Section C.1*) {6.4}

D.4.5 Les inégalités structurelles intersectionnelles qui imprègnent déjà les sociétés et les économies méditerranéennes façonnent également les réalités complexes du nexus entre la vulnérabilité environnementale, la migration et les conflits. Ces inégalités, réparties de manière inégale entre les pays du Nord et du sud de la Méditerranée, sont restructurées par les changements environnementaux selon les ethnies, les groupes racialisés, les identités de genre, les groupes d'âge, les capacités et les classes sociales, au sein des communautés comme entre elles *(confiance moyenne).* {6.5}

Les inégalités structurelles intersectionnelles dans le contexte de la variabilité de l'environnement façonnent :

1. la probabilité de mobilité et d'immobilité résultant des changements environnementaux ;
2. les itinéraires et les conditions de la mobilité ;
3. la capacité d'adaptation associée à la mobilité et/ou à l'immobilité.

D.4.6 Il existe une tendance à la migration des zones rurales vers les zones urbaines, qui est exacerbée par la pénurie d'eau induite par le changement climatique *(confiance moyenne).* Les inégalités de genre et d'âge façonnent ce processus : les femmes et les personnes âgées des zones rurales sont souvent laissées derrière, un schéma désigné sous le terme de « masculinisation de la migration ». Il existe cependant aussi des cas où les femmes migrent face au changement climatique. Les possibilités de logement sur le lieu de destination et le régime foncier, ainsi que l'éducation, déterminent les perspectives et les itinéraires de migration pour les hommes et les femmes. {6.5}

15 Le concept de « sécuritisation » est utilisé dans cette analyse tel qu'il est défini en relations internationales et en sciences politiques, en particulier dans le cadre de l'École de Copenhague (Buzan et al., 1998). La sécuritisation désigne le processus par lequel une question est construite comme une menace immédiate et existentielle par un acteur puissant, tel qu'un gouvernement ou un dirigeant politique, par le biais d'un discours. Cette construction doit être acceptée par un public pertinent pour légitimer le recours à des mesures extraordinaires allant au-delà des procédures politiques normales. Telle qu'elle est utilisée dans cette analyse, la sécuritisation concerne le fait de présenter une question comme impliquant des menaces pour la sécurité, et non dans le sens financier du terme (c'est-à-dire la mise en commun et le reconditionnement d'actifs en valeurs négociables (titrisation)). {6.2}

E. Lacunes dans les connaissances et perspectives

E.1 Lacunes dans les connaissances

E.1.1 Alors que les changements environnementaux ont été caractérisés comme un « multiplicateur de menaces », les relations quantifiables et directes entre les changements environnementaux, les conflits et les migrations sont complexes et non linéaires, ce qui rend difficile l'identification de la causalité à travers ce nexus *(confiance élevée).* {7.1 ; 7.5.1}

E.1.2 Des relations de causalité multiples et directes entre les conflits et les migrations ont été établies pour le bassin méditerranéen (et au-delà). Cependant, une compréhension plus complète de la relation entre les changements environnementaux et les conflits fait encore défaut, car cette relation est plus complexe et les données quantifiables permettant d'établir une causalité directe restent insuffisantes *(confiance élevée).* {7.3}

E.1.3 L'absence d'études empiriques suffisantes et de dialogue interdisciplinaire, combinée à des lacunes méthodologiques et à des difficultés d'accès aux données, limite notre compréhension et une description quantifiable de la complexité du nexus entre les changements environnementaux, les migrations et les conflits *(confiance moyenne).* {7.3}

E.1.4 L'étendue des variables, combinée à de fortes disparités socio-économiques, politiques et institutionnelles entre les États du bassin méditerranéen, ainsi qu'à la longue période et aux grandes échelles spatiales et temporelles nécessaires pour quantifier et tester la causalité dans le nexus changements environnementaux-migrations-conflits, accroît la complexité méthodologique inhérente à l'élaboration de mesures politiques réalistes et efficaces pour le bassin méditerranéen. Compte tenu de cette diversité, des approches sous-régionales pourraient être préférables (c'est-à-dire Méditerranée orientale, Méditerranée occidentale) à des cadres plus larges cherchant à appliquer une approche « uniforme » à l'ensemble du bassin méditerranéen *(confiance élevée).* {7.3}

E.2 Pistes pour l'avenir

E.2.1 La complexité des questions abordées requiert une approche multidisciplinaire étendue, impliquant les sciences naturelles et humaines sur un pied d'égalité, afin d'obtenir une compréhension plus complète du nexus entre les changements environnementaux, les migrations et les conflits *(confiance élevée).* {7.4.1}

E.2.2 Afin de mieux comprendre les impacts actuels des changements environnementaux sur les migrations et de prévoir la mobilité future dans des conditions similaires, il est crucial d'améliorer de manière significative la base de données empirique, de renforcer la collaboration inter-disciplinaire et de consolider l'interface science-politique (et éventuellement la diplomatie scientifique) dans tous les domaines et secteurs concernés *(confiance élevée).* {7.4.4}

E.2.3 Une implication accrue de la société civile locale dans le développement et la mise en œuvre de la recherche locale est fondamentale. La communication des données et des résultats scientifiques par le biais d'une interface science-politique efficace est essentielle pour relever les défis du nexus entre les changements environnementaux, les migrations et les conflits *(confiance élevée).* {7.4.2}

E.2.4 S'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité socio-économique et politique des États et des sociétés du bassin méditerranéen est fondamental pour renforcer la capacité d'adaptation et promouvoir des stratégies de transformation pour les communautés et les régions. Il s'agit notamment de mettre l'accent sur les droits humains, la bonne gouvernance et les pratiques de développement dans les États et les sociétés du bassin méditerranéen. {7.4.1}





ISBN : 978-2-493662-27-9
www.medecc.org
contact@medecc.org
doi : 10.5281/zenodo.20025142

MedECC
Mediterranean Experts on Climate
and environmental Change